



**TERMES DE REFERENCES POUR LE RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE CHARGE DU DEVELOPPEMENT D'UN SITE WEB DYNAMIQUE POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Initiative pour la Justice Sociale, la Transparence et la Bonne Gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCIAL JUSTICE). Tel: +225 21 77 63 73/ 69 63 40 62/email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP 2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjustice-ci.net

## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les répercussions de la corruption sur les principales bases du développement notamment l'économie, la politique, le cadre social et culturel, ont fait naître une réelle prise de conscience et une volonté des dirigeants de freiner au mieux cette pratique négative. A cet effet, les Etats membres de l'Union Africaine se sont évertués dans leur tâche à mettre en place des mesures incitatives à porter de l'intérêt à la convention sur la prévention et la lutte contre la corruption qu'ils ont ratifiée. Ces mesures définissent, entre autre, les termes liés à la corruption, la sanction des actes qualifiés de corruption et ceux assimilés à celle-ci dans la fonction publique. Cette innovation de l'Union Africaine a contribué à l'amélioration des conditions de lutte contre la corruption et les infractions assimilées dans les Etats membres.

Cependant, l'application des dispositions élaborées pour prévenir et lutter contre la corruption et notamment celle relative à la participation de la société civile et des médias, est d'une souplesse dans son effectivité, laissant toujours libre cours à ce fléau. A côté de cela, nous avons le fait que la majorité de la population n'est pas informée de l'existence de la convention et de ses obligations et droits liés à la lutte corruption. Aussi, la Société Civile et les médias restent-ils peu impliqués dans la lutte contre la corruption.

En effet, plusieurs actions ont été menées et continuent de l'être dans l'objectif de lutter efficacement contre la corruption en Côte d'Ivoire. En vue de participer à l'avancement de cette lutte, SOCIAL JUSTICE, en partenariat avec **TRANSPARENCY INTERNATIONAL**, a obtenu un appui financier du **GIZ** au nom du **Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement** pour la mise en œuvre du projet « *Towards the Enforcement of Africa's Commitments Against Corruption (TEA-CAC) / Vers l'application des engagements de l'Afrique contre la corruption* ».

En vue de favoriser la participation, le contrôle citoyens et l'accès à l'information, SOCIAL JUSTICE dans l'optique d'innover dans les moyens de lutte contre la corruption et renforcer son plaidoyer lance le présent appel à candidature pour le recrutement d'un Consultant pour le développement d'une plateforme web de participation citoyenne dans la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire.

## I. OBJECTIF GENERAL DE LA PRESTATION.

La prestation vise à créer et mettre à la disposition de la population ivoirienne un moyen moderne de partage d'information et de participation citoyenne dans le cadre de la lutte contre la corruption.

## II. OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Créer une plateforme web dynamique avec des fonctionnalités permettant les interactivités ;
- Permettre aux citoyens de contribuer à la lutte contre la corruption en Côte d'Ivoire en partageant leurs expériences et en faisant des suggestions ;
- Permettre le partage d'informations sur les faits de corruption en Côte d'Ivoire ;
- Faire ressortir la participation des citoyens par des statistiques ;
- Favoriser un climat de confiance par une sécurisation des données personnelles des internautes.
- Fournir des statistiques sur les faits de corruption en Côte d'Ivoire ;
- Contribuer à la lutte contre la corruption ;

## III. RESULTATS ATTENDUS

Au terme de la mission, les résultats suivants doivent être enregistrés :

- Une plateforme Web permettant aux citoyens de faire des suggestions sur la lutte contre la corruption est développé ;
- Un nom de domaine pertinent acquis ;
- La plateforme web est hébergée et fonctionnelle ;
- La maintenance est assurée pour 1 an ;
- La formation des administrateurs du site est assurée ;

## IV. CARACTERISTIQUES ET FONCTIONNALITES DE LA PLATEFORME

La plateforme web doit être développée en langue français.

Le prestataire doit prendre en considération le fait que les principales personnes qui consulteront la plateforme web seront basées en Côte d'Ivoire, certains, avec des accès internet parfois retreints ou non optimales et d'autres ayant des aptitudes rudimentaires en navigation sur internet.

Le prestataire devra s'assurer que ces personnes aient toutefois un accès facile et rapide aux différents contenus du site et aux documents téléchargeables.

Initiative pour la Justice Sociale, la Transparence et la Bonne Gouvernance en Côte d'Ivoire (SOCIAL JUSTICE). Tel: +225 21 77 63 73/ 69 63 40 62/email: socialjustice.ci@gmail.com/ 18 BP 2526 Abidjan 18/ Site web: www.socialjustice-ci.net

Le prestataire doit également prendre en considération le fait que certains utilisateurs consulteront le site internet depuis leur téléphone portable ou tablette et s'assurer en conséquence que le site soit consultable (confort de lecture) quel que soit le support utilisé (site responsive).

La plateforme web sera alimentée par des utilisateurs de niveaux divers dont certains n'ayant pas nécessairement de compétence spécifique en gestion de site internet ou webmastering et peu de temps à consacrer à l'alimentation et la mise à jour des données du site internet. Il sera donc essentiel que ce dernier soit simple d'utilisation et pratique.

L'affichage et le téléchargement des documents et données disponibles sur le site internet doivent également être facile et rapide. Le site doit aussi prévoir des données en format réutilisables.

Les personnes qui consultent le site doivent pouvoir laisser des commentaires et faire des suggestions dans le cadre de la lutte contre la corruption. Le site doit donc être interactive et dynamique.

Le site doit permettre d'afficher aussi bien les informations détaillées qu'agrégées de sorte à permettre l'affichage de statistiques sur les contributions des citoyens par localité. Par exemple, le site doit permettre de collecter les statistiques sur les faits de corruption, notamment, montants payés, nombre d'agents honnêtes rencontrés, etc.

En termes de graphisme, celui-ci doit répondre à plusieurs objectifs :

- Etre moderne, simple, ergonomique ;
- Tenir compte des contraintes techniques (temps de chargement, bas débit...) ;
- Répondre à des impératifs d'ergonomie (simplicité, lisibilité).

**De façon à :**

- Mettre en valeur l'information disponible
- Inciter à une visite régulière du site
- Faciliter la navigation
- Permettre de visualiser rapidement les informations
- Présenter une identité graphique homogène et agréable.
- La navigation doit permettre aux utilisateurs du site d'accéder rapidement à l'information qu'ils recherchent. **Il convient donc de privilégier :**
  - Une présentation simple et claire des contenus et services proposés
  - Un découpage logique des rubriques
  - Des outils de navigation pratiques et intuitifs.

Le site devra être hébergé sur un serveur disposant des caractéristiques adéquates et se prêtant aux besoins de la plateforme.

## V. PRODUCTION DE LIVRABLES

Suite à l'exécution des tâches sus citées, le prestataire devra produire les livrables suivants :

- **Le prototype d'un design du site web** selon les objectifs dudit appel à candidature et du cahier de charges ;
- **Le calendrier des différentes phases d'exécution** (conception et développement, formation des administrateurs et maintenance de premier niveau) ;
- **Un manuel d'administration du site web.**

## VI. ORGANISATION DE LA PRESTATION

Le prestataire travaille sous la supervision de l'équipe de projet SOCIAL JUSTICE et intègre éventuellement les travaux en cours qui lui sont expliqués. Des séances à la demande permettant de suivre l'avancement des travaux pourront être faites

SOCIAL JUSTICE s'engage à assurer le bon déroulement de la prestation, mettre à disposition la documentation voulue, prendre les rendez-vous désirés par le prestataire, mobiliser sur place le personnel concerné en particulier pour les validations, et informer le prestataire de tout aspect susceptible d'affecter le bon déroulement de la prestation

## VII. PROFIL DU PRESTATAIRE

Le (la) candidat (e) doit répondre aux critères suivants :

- Etre de nationalité ivoirienne s'il s'agit d'une personne physique ou être une entreprise de droit ivoirien s'il s'agit d'une personne morale ;
- Avoir au moins une expérience pertinente dans la conception de sites web dynamiques ;
- Avoir des compétences en communication digitale ;
- Avoir des compétences en enseignement des adultes ;
- Avoir une bonne connaissance des concepts de bonne gouvernance, lutte contre la corruption, contrôle citoyen, participation citoyenne, etc. ;
- Avoir des capacités avérées à travailler sous pression et à répondre à de multiples sollicitations dans un court délai ;

- Etre disponible pour d'éventuelles sollicitations de la part de SOCIAL JUSTICE dans le cadre de la création et du fonctionnement dudit site web ;
- Avoir une expérience ou avoir travaillé sur des plateformes de consultations des citoyens en lien avec des problématiques.

## VIII. PERIODE D'EXECUTION

Le prestataire retenu sera amené à effectuer l'ensemble des travaux à lui assignés sur une période de **30 jours ouvrables** à compter du **10 Février 2021 au 24 Mars 2021**

## IX. DOSSIER DE CANDIDATURE A FOURNIR

La composition du dossier de candidature est libellée comme suit :

- Fournir un CV avec les expériences (pour les personnes physiques)
- Fournir les CV des personnes ressources affectées au projet pour les cabinets et structures dédiées ;
- Une proposition technique incluant les différentes dates d'exécution des travaux ;
- Une proposition financière.

## X. SOUMISSION DES CANDIDATURES

Le dossier doit être envoyé par courriel à l'adresse : **[socialjustice.ci@gmail.com](mailto:socialjustice.ci@gmail.com)** en mettant en copies : **[christianeanita@gmail.com](mailto:christianeanita@gmail.com)** / **[annick.kane@socialjustice-ci.net](mailto:annick.kane@socialjustice-ci.net)** au plus tard le **05 Février 2021 à 12H30 MN GMT**.